

Création du jardin de la Rose des Vents



Tribunes de foot et de rugby



# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES | 20 21



Extension de l'école Parmentier



Ouverture du nouveau Centre de Commandement et de Supervision Urbain



Extension de la crèche des Cèdres

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>PARTIE I : Le contexte national</b>	<b>4</b>
<b>Environnement macro-économique</b>	<b>4</b>
<b>La loi de Finances 2021</b>	<b>6</b>
<b>L'impact COVID 19</b>	<b>9</b>
<b>PARTIE II : Les orientations budgétaires pour la commune en 2021</b>	<b>11</b>
<b>Les recettes de fonctionnement</b>	<b>11</b>
<b>Les dépenses de fonctionnement</b>	<b>12</b>

## INTRODUCTION

Institué par la loi du 6 février 1992, le Débat d’Orientation Budgétaire (DOB) doit être réalisé dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif. Il doit, en outre, depuis la loi NOTRé du 7 août 2015, être nourri par un Rapport d’Orientation Budgétaire (ROB) et donner lieu à une délibération spécifique.

Le diaporama présenté ci-dessous est une version synthétique du rapport joint au projet de délibération. Il intègre donc le contexte économique national et international, la Loi de Finances 2021 et la situation financière locale.

La pandémie de la COVID 19, qui bouscule tous les équilibres macro-économiques, pèsera à terme sur les ressources de la Ville. Elle amène la Ville à être extrêmement prudente dans ses orientations budgétaires, afin de préserver à moyen terme la capacité de financement de la Ville.



## PARTIE I : LE CONTEXTE NATIONAL

### Environnement macro-économique

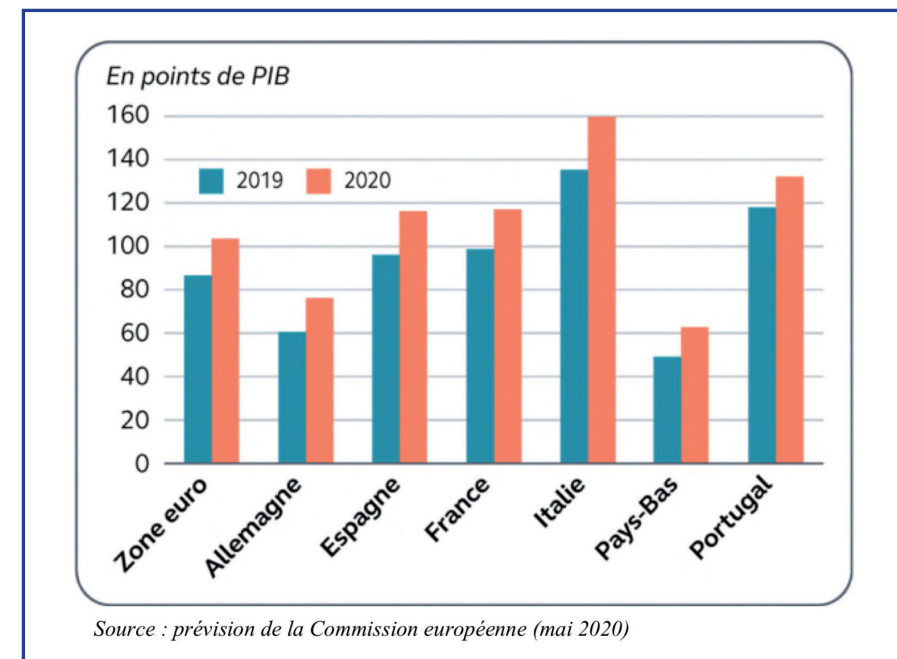
#### - Une récession inédite, porteuse de risques pour les finances publiques

La crise sanitaire et les différentes périodes de confinement qui l'ont suivie ont entraîné une paralysie de l'activité économique et ont rudement éprouvé le tissu productif. Malgré la mise au point d'un vaccin contre la COVID 19, l'économie va rester très fragile.

En France, l'impact de la pandémie est étroitement corrélé aux périodes de confinement :

- Un PIB 2020 entre 8 et 9%, un PIB 2021 en grande incertitude
- Un déficit public de plus de 10% du PIB, qui ne devrait pas diminuer en 2021
- Une dette publique qui atteint 120% du PIB et devrait rester encore très élevée en 2030

DETTE PUBLIQUE DANS LES PAYS DE LA ZONE EURO

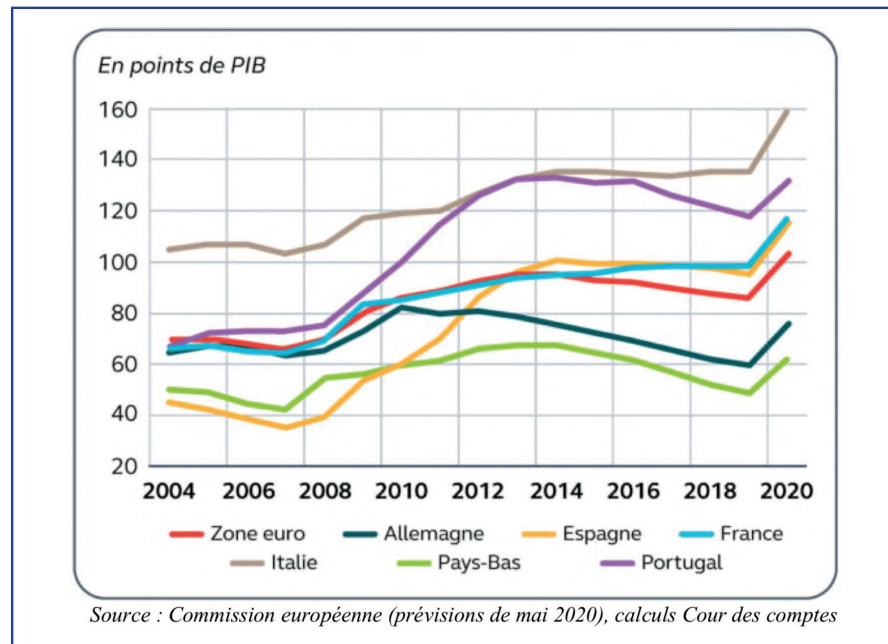




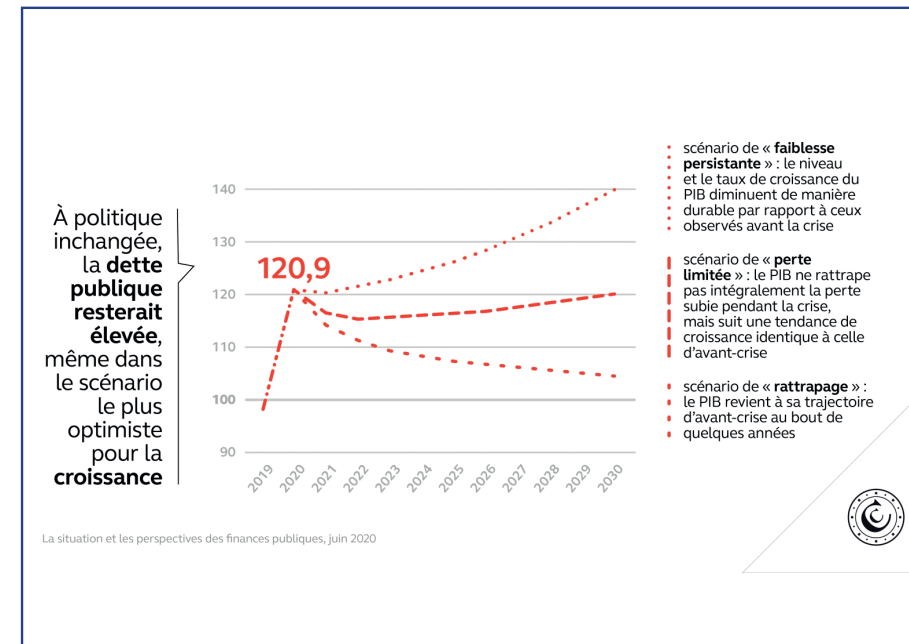
La question de la soutenabilité de la dette va avoir un impact rapide sur le secteur public local :

- Une stratégie de redressement des finances publiques est préconisée par la Cour des Comptes.
- Pour les collectivités, le risque majeur est un nouveau prélèvement sur les ressources.
- La Ville de Puteaux est fortement exposée à ce risque.

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES RAPPORTÉE AU PIB, PAYS DE LA ZONE EURO



### PROJECTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE LA FRANCE RAPPORTÉE AU PIB (2020 -2030)



## La loi de Finances 2021, UNE RÉDUCTION DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS

La loi de Finances 2021 acte une réduction de l'autonomie financière des collectivités, dont les ressources diminuent en volume et en dynamique.

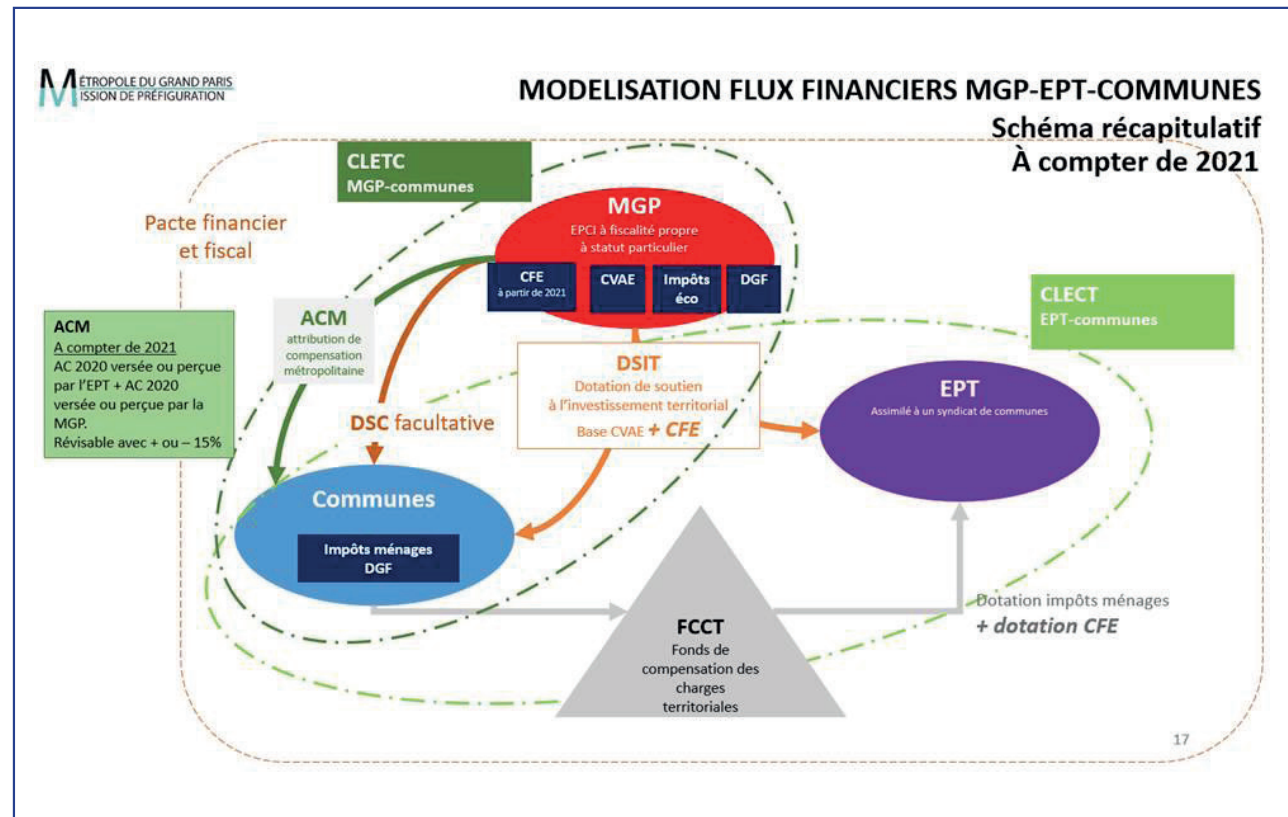
### - Une perte du pouvoir de taux, touchant l'autonomie fiscale des collectivités

- Perte du pouvoir de taux sur la Taxe d'habitation remplacée par la Taxe du Foncier Bâti départementale
- Perte du pouvoir de taux sur la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- Perte du pouvoir de taux sur la Taxe sur la consommation finale d'électricité (TFCE)



**- Une réduction croissante des marges de manœuvre pour les acteurs locaux avec :**

- Transfert progressif de la dynamique CFE des EPT à la MGP
- Risque d'un prélèvement sur les recettes des communes pour assurer le financement de l'EPT.

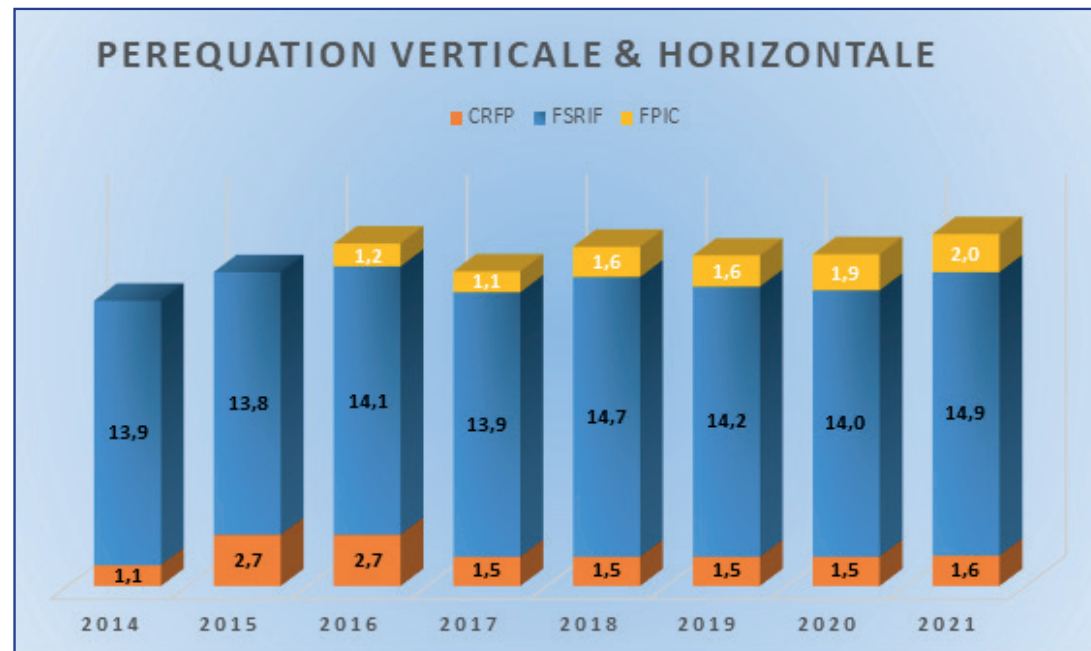




**- Un très haut niveau de péréquation sur la Ville et sur le Territoire :**

- 1,6 M€ pour la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP)
- 2 M€ pour le Fonds de Péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)
- 14,9 M€ pour le Fonds de Solidarité de la Région Ile-de-France (FSRIF)

Et si l'EPT Paris Ouest La Défense est le premier contributeur national et régional, Puteaux compte aussi parmi les premiers contributeurs.



Le niveau de péréquation exigé de la Ville de Puteaux est considérable. La contribution au titre du FSRIF est ainsi de 4,2% au niveau régional et de 21,5% au niveau du Territoire.

## L'impact COVID 19

### - La baisse des recettes

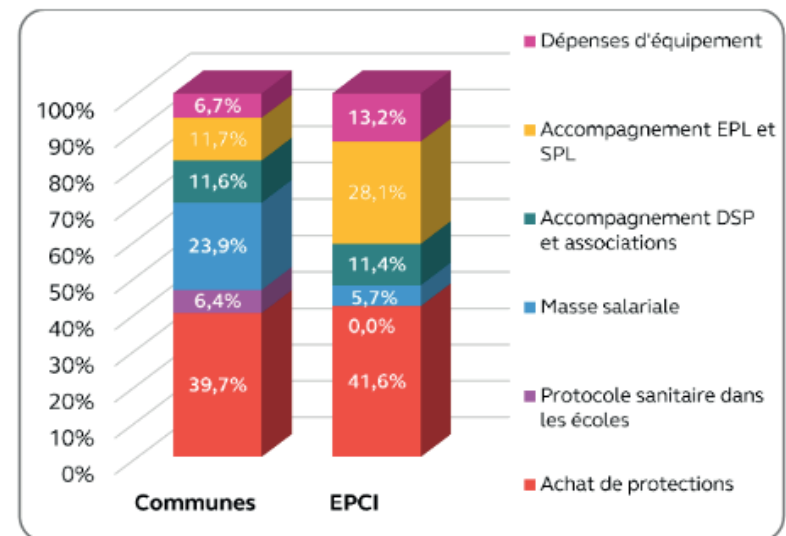
En 2020, la pandémie de Covid-19 a créé une crise sanitaire sans précédent.

Ses répercussions financières sont considérables, tant dans la diminution des recettes que pour l'augmentation des dépenses, comme cela a été modélisé par la Cour des Comptes :

#### Des recettes en berne (- 8,75 M€)

- Recettes tarifaires perçues sur les activités en faveur des Putéoliens (- 5,7 M€)
- Locations du patrimoine communal (- 1,2 M€)
- Recettes de stationnement (- 975.000 €)
- Recettes de taxe de séjour (- 562.000 €)
- Recettes sur les emplacements publicitaires (- 303.000 €)

### RÉPARTITION DES SURCOÛTS DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES DES COMMUNES ET EPCI



Source : Cour des comptes, d'après enquête JF

### - Des dépenses accrues pour faire face à la pandémie

Dépenses supplémentaires = +1,9 M€

- Achat de masque, équipements de protection, nettoyage renforcé : + 946.000 €
- Travaux de mise en conformité des bâtiments et signalétique sanitaire : + 680.000 €
- Nouvelle fenêtre pour le conservatoire : + 152.000 €
- Actions de communication préventive et de terrain : + 55.000 €
- Matériels médical spécifique pour les praticiens du Centre Dolto : 60.000 €

Mesure d'accompagnement RH :

- Versement de la « prime covid » à environ 500 agents pour récompenser leur mobilisation lors du confinement : 261 056 €





## PARTIE II : LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE LA COMMUNE POUR 2021

### Les recettes de fonctionnement

#### - Des prévisions de recettes de fonctionnement en baisse par rapport à l'année 2019

- Aucun recours à l'emprunt
- Aucune augmentation des taux de fiscalité
- Maintien des tarifs des services



## Les dépenses de fonctionnement

- Une poursuite de l'optimisation des dépenses de fonctionnement engagée depuis plusieurs années.
- Des charges de personnel sous contrôle grâce à l'optimisation organisationnelle.



**- Les dépenses d'investissement maintenues à un niveau élevé avec la livraison des grands équipements, notamment :**

- Tribunes de foot et de rugby
- Extension de l'école Parmentier
- Extension de la crèche des Cèdres
- Création du jardin de la Rose des Vents
- Ouverture du nouveau Centre de Commandement et de Supervision Urbain (CCSU)

**... Sans recourir à l'emprunt.**



*Tribunes de foot et de rugby*



*Extension de l'école Parmentier*



*Ouverture du nouveau Centre de Commandement et de Supervision Urbain*



*Création du jardin de la Rose des Vents*



*Extension de la crèche des Cèdres*



---

**MERCI**

**DE VOTRE ATTENTION**

---